

Jean-Paul Burdy
Jean Marcou

La Turquie à l'heure de l'Europe

Collection Politique en +

Presses universitaires de Grenoble
BP 47 – 38040 Grenoble cedex 9
Tél. : 04 76 82 56 52 – pug@pug.fr / www.pug.fr

Introduction

La Turquie est un pays dont on parle beaucoup, mais qui reste malheureusement très mal connu. Longtemps cantonnées dans le champ des études orientales, les questions politiques turques deviennent aujourd'hui de plus en plus des questions européennes, qui intéressent dès lors des acteurs ou des observateurs qui ne sont pas forcément des « turcologues ». C'est principalement de ce constat qu'est partie l'idée de ce livre, qui entend offrir à un large public un panorama complet du système politique turc contemporain et de ses enjeux nationaux, européens et internationaux.

Comprendre la Turquie d'aujourd'hui suppose d'abord que l'on s'intéresse à son histoire (chapitre 1). Le processus de réforme qui a suivi la proclamation de la République en 1923, et contribué à donner à ce pays une place à part dans le monde musulman, a commencé bien avant la période kémaliste, dans le contexte de la modernisation entreprise au XIX^e siècle par l'Empire ottoman pour enrayer son déclin. Cette analyse du réformisme turco-ottoman permet de comprendre les articulations essentielles qui conduisent à l'avènement de l'État turc contemporain, mais elle amène aussi à insister sur des enjeux qui restent essentiels pour ce pays de nos jours, car ils concernent à la fois la formation de son identité, les contradictions de sa laïcité, et la complexité de son positionnement géopolitique.

Cette histoire riche et complexe conduit également à s'intéresser à l'avènement, et à l'évolution, d'une démocratie turque qui entend rejoindre les standards politiques européens en matière de droits et de libertés (chapitre 2). Acteur incontournable du système pendant des décennies, gardienne autoproclamée des principes du kémalisme et en particulier de la laïcité, l'armée est aujourd'hui en perte de vitesse face à la montée en puissance du Parti de la justice et du développement (AKP) : une formation politique issue de la mouvance islamiste, qui récuse pourtant cette étiquette, se veut respectueuse des principes de la démocratie libérale, et fait de l'adhésion à l'Union européenne sa priorité. Sur fond de

recomposition partisane, d'émergence d'une société civile et d'un changement spectaculaire des modes de vie, ce dont il est finalement question aujourd'hui, c'est de l'avènement d'une véritable démocratie débarrassée des garde-fous sécuritaires mis en place par les coups d'État antérieurs, et affranchie des risques d'islamisation rampante. Mais entre post-kémalisme et post-islamisme, la voie est étroite pour un État qui est, de surcroît, au cœur d'une région stratégique en pleine recomposition politique.

Car, en Turquie plus qu'ailleurs, les enjeux politiques internes sont étroitement liés au cadre international qui les abrite. Le passage à la démocratie a commencé lorsqu'au début de la guerre froide Ankara a fait le choix de l'Occident en se rangeant résolument dans le bloc occidental, et en faisant des États-Unis son principal allié (chapitre 3). Depuis, en dépit de tensions régulières avec Washington, notamment dans la période récente, ce choix n'a jamais été sérieusement remis en cause. Mais il s'est doublé d'un choix pour l'Europe qui, sans être vraiment en concurrence avec le précédent, a été la priorité de la plupart des gouvernements turcs depuis les années 1950. La candidature européenne de la Turquie, qui constitue un puissant moteur pour l'approfondissement de la démocratie et de l'État de droit, est, en effet, presque aussi ancienne que la construction communautaire elle-même. Initiée par les élites kémalistes, reprise par des gouvernements de centre droit dans les décennies qui ont suivi, elle est aujourd'hui portée par les dirigeants de l'AKP. Ces derniers, qui, en 2004, sont parvenus à obtenir de l'Union européenne l'ouverture de négociations d'adhésion, font en outre de leur engagement en faveur de l'Europe la preuve de la sincérité de leurs intentions démocratiques.

À côté de l'axe dominant occidental et européen de sa politique étrangère, la Turquie reste particulièrement dépendante d'un environnement régional immédiat avec lequel elle entretient des relations parfois difficiles (chapitre 4). Le passif de ses rapports conflictuels, tant avec la Grèce qu'avec le monde arabe, a longtemps contribué à l'isolement d'Ankara dans cette région charnière. Problème national majeur, la question kurde a pris ces dernières années une dimension internationale de plus en plus accentuée, avec l'apparition d'un Kurdistan quasi indépendant dans le Nord de l'Irak. Toutefois, et ce bien que l'ouverture des Balkans, du Caucase et de l'Asie centrale, depuis la fin du monde bipolaire, n'ait pas totalement répondu à ses attentes, la Turquie est devenue dans cette région tourmentée un acteur diplomatique de plus en plus entreprenant.

Ce rayonnement nouveau est conforté par le renchérissement de la valeur stratégique de la position géographique de la Turquie, et en particulier de la place qui est la sienne sur le tracé des nouveaux couloirs énergétiques pétroliers et gaziers eurasiens. Une nouvelle donne qui devrait constituer pour elle un atout non négligeable dans ses négociations avec l'Union européenne.

Au bout du compte, c'est la société qui sera le premier acteur des mutations futures, dans un contexte de mondialisation auquel la Turquie n'échappe pas (chapitre 5). Parmi d'autres possibles, les enjeux retenus ici sont principalement ceux de l'approfondissement de la citoyenneté (reconnaissance de la diversité identitaire et religieuse, amélioration de la condition des femmes), et du développement de nouvelles pratiques sociétales et culturelles (nouvelles exigences à l'égard du système éducatif, libéralisation des médias, développement de la création artistique). Ils témoignent du dynamisme de cette société en pleine évolution.